



**DU DJIHAD
AUX LARMES
D'ALLAH**

**AFGHANISTAN,
LES SEPT PILIERS
DE LA BÊTISE**

René Cagnat

éditions du
ROCHER

D O C U M E N T

DU DJIHAD
AUX LARMES
D'ALLAH

René CAGNAT

**DU DJIHAD
AUX LARMES
D'ALLAH**

Afghanistan, les sept piliers de la bêtise

 éditions du
ROCHER

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

représentant veut visiblement en mettre plein la vue, tenant des propos du genre : « Vous allez voir ce que vous allez voir ! Avec nos compétences, notre matériel, en quelques mois tout sera réglé ! » Le Kirghize l'écoute en silence, énigmatique et retranché derrière ses petits yeux étirés, mais finit par répondre gentiment : « Cher ami, j'ai derrière moi des années de campagne afghane, je sais de quoi je vous parle... Nous avons beaucoup de blindés et d'artillerie, des soldats à la longue durants et aguerris. Pourtant, dix ans plus tard, nous avons plié bagage, meurtris et pas fiers du tout... Bon courage, mon Général ! »

Le soir, au cours de l'inévitable cocktail diplomatique, j'essaye en aparté de lancer une timide banderille au fringant « chargé de mission » : « Mon Général, avec ma petite expérience des lieux, permettez-moi de vous dire qu'en Afghanistan comme en Asie centrale nous n'avons qu'un seul ennemi : la drogue ! C'est le seul adversaire justiciable de nos bombardements, de nos expéditions militaires... » Le mot « drogue » à peine prononcé semble troubler profondément mon interlocuteur : il me toise et sans dire un mot s'éloigne, m'évitant soigneusement jusqu'à son départ...

Le général, en serviteur zélé, ne faisait que se conformer aux consignes : ne pas braquer contre nous, au nom d'une lutte contre la drogue, tous les chefs de l'Alliance du Nord qui en vivent...

De telles « hardiesses », mais, surtout, la circulation en Russie d'une traduction en russe de mon article du *Figaro*, bientôt reprise à Bichkek, eurent finalement raison de mon statut de consul honoraire : on pouvait effectivement lire dans les journaux de toutes les Russies des manchettes comme : « Voici ce que pense un consul de France. » Je découvrirai par la suite que, côté français, un point surtout m'a été reproché : le

fait d'avoir souligné que l'installation des Américains était également orientée contre Russes et Chinois. Le président kirghize Askar Akaev avait insisté pour que cette interprétation ne soit jamais mentionnée !

Conscient que la sanction prise contre moi est justifiée mais décidé à utiliser ma liberté retrouvée pour remuer ciel et terre contre une intervention que je pressens catastrophique, je reviens donc à Paris. À ma grande surprise, j'y trouve, sans le rechercher, l'appui de la revue *Défense Nationale* en la personne du général d'armée Quesnot, président de son comité d'études. Il a lu l'article du *Figaro*, considère que l'intervention américaine revêt une importance majeure et me demande de mettre par écrit mes réflexions à ce sujet.

– Comment qualifier la rivalité qui apparaît là-bas entre grandes puissances ?

– Le Très Grand Jeu ! lui répondis-je...

Le mot était lâché : deux mois après, je signalais sous ce titre un article de fond dans la revue *Défense Nationale*. Depuis, je me suis rivé, jour après jour, sur ce concept pour lui apporter les aménagements nécessaires. Pourtant, sur dix années, il s'est maintenu dans ses grandes lignes.

Le Très Grand Jeu

Nous rappelons que « Le Très Grand Jeu », écrit au début de 2002, a été publié en mars de la même année.

Washington intervient en Asie centrale avec une détermination à la fois politique – mener la guerre antiterroriste ; économique – contrôler les hydrocarbures de la Caspienne ; et stratégique – prendre à revers la Chine. Les États-Unis seront contrecarrés par les puissances continentales : RPC

et Iran surtout, la Russie se satisfaisant de trouver un allié face à la Chine. Mais c'est encore de l'islam que proviendra l'opposition la plus déterminée, attisée par les trafiquants de drogue. Dans ce Très Grand Jeu incluant dorénavant les États-Unis, la Maison Blanche ne pourra réussir que par une nouvelle donne axée sur l'aide économique et humanitaire.

Vaincra-t-elle ? Peut-être car, pour les Centreasiatiques, une défaite des Américains serait encore pire que leur victoire.

L'intervention américaine en Afghanistan est, pour l'Asie centrale¹, un événement majeur, absolument nouveau. Cette région, chasse gardée des seules puissances continentales (Russie, Chine, Iran), végétait sous l'influence passéiste de ces « empires », longtemps demeurés à l'écart, ainsi que d'un islam replié sur lui-même. L'implication occidentale, même économique, était, sauf au Kazakhstan, plutôt limitée et peu orientée vers les problèmes de défense. Cependant, voici que la superpuissance mondiale est décidée à s'engager en Afghanistan avec un luxe de moyens militaires et humanitaires, et toute sa force moderniste. Par l'installation de bases aériennes, par les promesses politiques et financières, l'action entamée déborde déjà, du Pakistan à la Kirghizie, sur le pourtour afghan. L'ampleur de cet engagement, son développement systématique en profondeur, mais aussi les déclarations des responsables américains qui soulignent l'importance géopolitique de toute l'Asie centrale, amènent à se poser des questions sur les motivations de la Maison Blanche. Ne dépassent-elles pas le cadre, somme toute étroit, de l'affaire afghane ? Ne concerneraient-elles pas aussi, à terme, le contrôle et la défense des ressources en hydrocarbures de la Caspienne et, à échéance plus lointaine, une prise à revers de la Chine ? À la longue, si les États-Unis insistent, toute l'Asie centrale devrait être

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

partir du versant sud de l'Hindou-Kouch, on entre dans une zone de transition vers la péninsule indienne.

2. Rear Admiral Craig R. Quigley, du *US Central Command* à Tampa, Fla. Cité dans l'article du *New York Times* du 9 janvier 2002 « *US is building up its military bases in Afghan region* », par Eric Schmitt et James Dao.

3. Extrait de la note n° 542 de l'ambassade américaine à Bichkek citée en page 2 du journal kirghize *Delo* du 12 décembre 2001.

4. Le groupe de Shanghai a été créé en 1996 avec la participation de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan, du Tadjikistan et de la Kirghizie. Il a été rejoint en 2000 par l'Ouzbékistan avant de devenir en 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai. Regroupant régulièrement, non sans résultat, les chefs d'État des pays concernés, il est pour Pékin un outil politique et économique précieux.

5. Dépêche Reuters-Washington du 4 février 2002 : « *US budget rewards new friends in terror* ».

Chapitre 3

Les sept piliers de la bêtise

Les deux années écoulées entre la parution du « Très Grand Jeu » et l'article « Branle-bas en Asie centrale » (de mars 2002 à mars 2004) ne correspondent sur le terrain afghan qu'à une guérilla de basse intensité : à partir de mars 2003, la priorité est toujours donnée par l'Amérique à son intervention en Irak.

Pourtant, dans ce court laps de temps, se font jour tous les vices opératoires de l'expédition en Afghanistan. Cette évolution est implacable. Elle résulte d'une incompréhension totale entre Afghans et Américains. Les uns et les autres appliquent de façon consciente ou inconsciente ce qu'on appelle en jargon de stratégie « des invariants stratégiques majeurs qui structurent situations et réactions ». Les Afghans commencent à répondre d'instinct, comme leurs pères et ancêtres, à un envahissement qui les révoltera de plus en plus. Les Américains, de leur côté, hantés encore par les massacres inouïs de la guerre de sécession¹, déterminés à tirer parti de leur avance technologique et imbus de leur légitimité politique, se lancent dans un processus où la stratégie des moyens qui leur est chère leur fera revivre, sans qu'ils s'en rendent compte, la même évolution qu'au Vietnam : *du fait surtout de leur volonté de perdre le moins possible de soldats, l'afghanisation reprendra*

trait pour trait le schéma de la vietnamisation. Cette analogie sera pour moi aveuglante, mais, hélas, longtemps je me sentirai bien seul dans mon opposition à cette guerre, à mon avis insensée dans la façon dont elle est menée.

Pour expliquer mon refus, j'ai peu à peu élaboré une « grille d'incompréhension » en sept points qui se fonde sur l'ignorance ou le mépris de la part des gouvernants anglo-saxons et de leurs armées concernant la géographie, l'histoire et les traditions afghanes. J'ai dû me résoudre, tant l'aveuglement était profond, à voir en ces sept points « sept piliers de la bêtise »².

– *Premier pilier : les bombardements massifs ont correspondu, après le 11 septembre 2001, à un étalage de la force. Ils ont eu pour résultat de braquer le peuple afghan contre les nouveaux venus.* Ces opérations classiques de guerre se sont poursuivies de 2002 à 2004 essentiellement pour s'emparer de Ben Laden : leur intensité n'eut d'égale que leur inanité. Mais soulignons que cette intervention, jointe à celle en Irak, convenait à un complexe militaroindustriel avide d'écouler les stocks d'armes et de munitions pour mieux les renouveler, les améliorer : l'emploi en profitait outre-atlantique. L'armée américaine, atout de plus en plus fondamental des États-Unis, s'est ainsi maintenue à un niveau technique et d'intervention remarquable³. L'Afghanistan, de cette façon, fut ravalé au rang de polygone d'expérimentation d'armements. Il fallait à l'inverse, comme nous l'avons signalé dès le début, une action en douceur : comprendre, conquérir les cœurs, panser les plaies. Ce qui fut réalisé en ce domaine intervint de façon expérimentale, ponctuelle ou fut entamé sur le tard !

– *Deuxième pilier : les Talibans, essentiellement pachtoums, une fois chassés de Kaboul en novembre 2001, se sont rétablis*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'une collaboration qui va probablement beaucoup plus loin.

Ainsi, selon Giorgio Fiacconi, le rédacteur en chef du *Times of Central Asia*, « les nombreuses occasions que les terroristes ont eu d'acquérir du savoir-faire et des équipements nucléaires à partir de l'ex-Union soviétique au début des années quatre-vingt-dix appartiennent peut-être au passé, mais un nouveau danger apparaît. Aujourd'hui, aux côtés du Pakistan et de la Corée du Nord, c'est surtout la Russie et la Chine qui peuvent fournir le savoir-faire et la technologie qui donneront la possibilité à des tiers de construire une défense nucléaire à l'entour des Américains installés en Asie centrale. Ceci correspond très clairement à une tentative de dissuasion face à une attaque potentielle ou à la continuation d'un nouveau plan géostratégique destiné à accroître et consolider l'influence des États-Unis en Asie centrale sur les frontières de la Russie, de la Chine et de l'Iran »¹⁹.

C'est bien sûr l'Iran qui, dans la région, est devenu la principale cible des Américains ; et derrière lui la Russie, fournisseur de la technologie de la centrale nucléaire de Busher. Une attaque aérienne contre le réacteur pour-rait susciter une réaction en chaîne où Moscou et Pékin souffleraient sur le brasier. De même un attentat réussi contre le président pakistanais Pervez Musharraf soulèverait l'inconnue de l'utilisation ou de la dissémination de la force nucléaire d'un pays influencé par l'islam extrémiste. Une intervention des États-Unis éveillerait là aussi une réplique sino-russe.

Dans l'attente de ces éventuels développements, les principaux acteurs prennent position en Asie centrale et sur son pourtour. Ainsi les Américains viennent-ils de marquer un point en installant solidement leur influence en Géorgie, plaque tournante de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan qui, dès 2006,

évacuera vers l'Occident 40 % du pétrole caspien. À l'opposé, Russes et Chinois engrangent de bons résultats avec l'Inde, les premiers en lui vendant un matériel militaire considérable et perfectionné, les seconds en effectuant pour la première fois avec la marine de guerre indienne des exercices en pleine mer.

Les acteurs secondaires

L'Inde, cette grande puissance nucléaire émergente, ne manque pas d'agir en Asie centrale, c'est-à-dire sur les arrières du Pakistan.

Ainsi New Delhi multiplie actuellement les initiatives en direction de tous les pays centre-asiatiques. En 2002, l'Inde a signé des accords importants et variés, y compris dans le domaine de la sécurité, avec le Kazakhstan. En 2003, la visite officielle en Kirghizie des ministres indiens de la Défense et des Affaires étrangères n'est pas passée inaperçue. Enfin, les liens étroits et déjà anciens entre l'Inde et le Tadjikistan ont donné lieu, ces derniers temps, à tant de rumeurs que le ministre tadjik des Affaires étrangères a dû nier, au cours d'une visite au Pakistan, l'existence d'une base indienne dans son pays.

Cet activisme de l'Inde a fini par éveiller la vigilance du *Pakistan* jusqu'ici polarisé par ses problèmes intérieurs, notamment sur sa frontière avec l'Afghanistan. Islamabad est dorénavant actif dans toutes les capitales centre-asiatiques mais surtout à Achkhabad où la grande affaire est celle du projet de gazoduc évacuant le gaz turkmène vers la péninsule indienne.

Ce projet de gazoduc transafghan, appelé naguère *Unocal* du nom d'une société américaine, qui est une façon d'intéresser les Afghans à un avenir paisible, est aussi au cœur des relations entre les États-Unis, l'Inde et le Pakistan. L'actuelle embellie

entre Pakistanais et Indiens permettrait, si elle perdure, au capital américain de se lancer dans une entreprise devenu rentable du fait d'une participation de l'Inde ; mais ce rapprochement est aussi pour Washington le moyen de contrebalancer la coopération stratégique de grande envergure entre l'Inde et la Russie.

L'Iran, de son côté, essaye de briser l'encerclement en s'appuyant aussi bien sur les chiites d'Irak que sur les persanophones d'Afghanistan et du Tadjikistan. Tout en proposant à tous le transit par son territoire vers le golfe Persique pour le gaz, le pétrole et les marchandises, Téhéran met l'accent sur sa coopération avec la Russie et surtout le Turkménistan dont il voudrait bien évacuer le maximum de gaz.

Enfin, la forte *présence économique et culturelle turque* dans toute l'Asie centrale doit être considérée en dernière extrémité, même si quelquefois elle promeut l'islamisme, comme un soutien aux États-Unis.

Il en va de même, bien sûr, de l'action toute nouvelle de l'Otan et de ses fidèles composantes allemande et française, même si Paris prend soin de se démarquer quelque peu. La *présence française*, modeste mais tenace, concerne aussi bien une participation permanente à l'Isaf de Kaboul que l'existence d'une base aérienne de secours à Douchanbé. Par ailleurs une coopération militaire prend forme aussi bien avec le Tadjikistan et la Kirghizie que l'Ouzbékistan. Cette présence de la France ne repose pas sur une base économique solide : notre pays, par exemple, n'est au Kazakhstan que le onzième fournisseur du stock IDE (soit 1,9 %). De même, par l'intermédiaire de Total, il ne participe qu'au niveau de 5 % à l'oléoduc BTC qui pourtant serait une façon de moins dépendre du pétrole arabe.

La Grande-Bretagne, en revanche, tout en n'étant présente militairement que par ses services spéciaux – et encore

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

été le témoin de rupture de perches... et les pièces cassées peuvent rentrer dans le réacteur par les entrées d'air ce qui provoque à coup sûr une éjection des deux membres de l'équipage... en Afghanistan !

Bref, c'est le métier, et de toutes manières, en cas d'échec, nous avons prévu un déroutement sur le terrain de Douchanbé au Tadjikistan.

À l'issue, départ vers le sud de l'Afghanistan pour rejoindre un autre ravitailleur en vol avant de prendre contact avec notre TACP (Tactical Air Control Party), l'homme en bas avec qui nous étions en contact pour opérer.

Les missions étaient plus ou moins variées mais consistaient dans tous les cas à prendre contact avec une équipe au sol pour appuyer en cas de besoin nos troupes. Rien ne s'effectuait au hasard, les avions sont dispatchés avant leur envol via des "Air Task Order" qui définissent un scénario dans une zone préétablie. Admettons que nos "terriens" décident d'investir un village pour le contrôler. Alors, pour opérer en toute sécurité, un appui aérien est déclenché pour telle heure, afin d'aider depuis le ciel à leur avancée terrestre. L'aide peut être une aide d'observation et de renseignement à l'aide de nos nacelles de surveillance très sophistiquées et, le cas échéant, une aide d'appui feu en tirant des munitions.

Je veux souligner le fait que il n'y a jamais eu de tir gratuits, de fous de guerre au sol ou en l'air, mais bien des professionnels dont j'ai fait partie qui savent qu'on ne joue pas avec la vie.

Avant de tirer une bombe guidée laser sur un groupe d'hommes, sur une habitation, il y a des règles d'engagement très précises – peut-être même trop précises parfois – qui peuvent faire hésiter les intervenants dans une situation d'urgence. Et avant de tirer quoi que ce soit, sauf si notre allié

meurt “au bout du fil”, nous nous devons de faire un SOF (Show Of Force) qui consiste à survoler très vite et très, très bas l’ennemi pour le prévenir de cesser. La responsabilité est le véritable ennemi car c’est en permanence dans l’urgence, dans un avion de chasse qui vole vite et dont les fonctions sont multiples, que l’on doit choisir la bonne solution en prenant en compte de multiples paramètres : le pétrole qui descend, les liaisons radios qui peuvent être brouillées et l’urgence d’une situation dont on a quelques minutes pour en comprendre la gravité afin d’agir avec raison et efficacité.

Oui, il est des cas où on ne tire pas parce qu’on n’a pas compris ce qu’a dit l’Américain avec son accent texan, il est des cas où on ne tire pas parce que notre nacelle thermique de reconnaissance et de guidage de la munition n’a pas permis d’identifier la cible. Et s’il y a un des nôtres qui meurt en bas parce qu’on n’a pas tiré, on le garde à vie sur la conscience même si notre chef, qui lui aussi est un pilote, nous tape sur l’épaule en disant “tu as bien fait”. »⁵

Il faut quand même convenir qu’il y a eu bien des bavures : la sécurité par couverture aérienne est une approche extraterrestre d’un problème étroit, terriblement terre-à-terre...

Mais qui s’en soucie à l’époque ? En 2009, personne ne perçoit encore le piège dans lequel nous nous enfonçons. Même l’embuscade de la vallée d’Uzbine (Surobi), en août 2008, qui s’est traduite par la perte de dix paras français et vingt-et-un blessés, n’est pas suffisante pour éveiller durablement l’opinion. Que puis-je faire ? Ma qualité et ma dignité d’officier – même en retraite – m’interdisent à mes yeux les manifestations de rue, les réunions politiques...

Je tente quand même un ballon d’essai en direction de mon vieux camarade le général d’aviation Michael Vincent-Hayden

qui, à l'époque, commande la CIA et multiplie les voyages au Pakistan. Grâce à internet, j'ai une liaison directe avec lui. Dans mon piètre anglais je lui exprime pour la première fois mon engagement et mon appréciation du danger. Je conclus sur la nécessité d'en finir au plus vite avec cette campagne désastreuse. La réponse ne tarde pas, laconique mais révélatrice : « Je suis un soldat comme toi, j'obéis ! »

Il ne me reste plus qu'à recourir une fois de plus à ma plume. Je me retire donc dans ma thébaïde kirghize et, là, je rédige un article que je veux avant tout bref et prospectif, indiquant une voie à suivre. « Pour un redéploiement de l'Otan en Asie centrale » paraît dans le numéro de décembre 2009 de la revue *Défense Nationale*. Il ne rencontre qu'indifférence. Pourtant, au fil des mois qui suivent, je vais sentir l'intérêt des états-majors s'éveiller à propos de cet article : on me questionne, on m'invite. J'obtiens de prononcer à titre gracieux une conférence en soirée à Bruxelles au siège même de l'Otan. Hélas cette organisation, sans doute miséreuse, consent tout juste, au dernier moment, à me rembourser mon billet de train, mais en aucun cas ma chambre d'hôtel ! Ulcéré, je romps net à la veille de l'exposé...

Pour un redéploiement de l'Otan en Asie centrale⁶

L'Amérique et l'Otan ont déjà perdu la guerre en Afghanistan, selon l'auteur. Les conditions et les limites d'un retrait doivent être envisagées alors que le corps expéditionnaire est encore crédible. Différentes constatations amènent à penser qu'en y mettant le prix un redéploiement en Asie centrale serait non seulement possible mais aussi judicieux.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ambition d'un autre âge ! Pourtant, dans notre conquête du Maghreb si riche en enseignements quant au conflit actuel, il est un exemple à invoquer : celui de la *récupération totale d'un ennemi d'abord réputé irréductible par les égards et la déférence que nous avons fini par lui témoigner*. Il s'agit de l'émir Abd el-Kader.

L'Algérie avait trouvé dans ce personnage de haut vol le défenseur idéal de son indépendance. À la fois homme de guerre, écrivain, poète, théologien, mystique doué d'une autorité naturelle et d'une véritable aura, l'émir – comme plus tard Massoud en Afghanistan – devint l'âme d'une résistance acharnée et impitoyable.

Descendant du Prophète, appartenant à l'une des plus grandes familles de l'Algérie, ayant reçu une excellente éducation, Abd el-Kader commence à s'illustrer au combat en 1830, à vingt-deux ans, contre les Français débarqués à Oran. En 1832, une réunion de chefs de tribus en fait l'émir en charge de la résistance. Abd El-Kader, qui a visité l'Égypte, voudrait introduire en Algérie les réformes modernistes de Méhémet Ali. Toutefois, il se heurte à une scission ethnique (arabe-kabyle) et à une infinie division clanique, tribale, voire religieuse (sunnites, sectes et soufisme) qui ne sont pas sans rappeler celles observées de nos jours en Afghanistan. Mais les Français, nouveaux venus en terre d'Islam, ne savent pas encore profiter de la discorde chez l'ennemi. L'émir, parfois avec l'aide du colonisateur, tire donc son épingle du jeu et contient l'envahisseur sur le littoral tout en étendant son contrôle sur l'arrière-pays. Cependant, au-dessus de l'armée française, monte l'étoile du général Bugeaud. Abd el-Kader et Bugeaud, qui ont appris à se connaître et, à leur corps défendant, s'estiment, savent l'un et l'autre que l'envergure de l'adversaire sera le piédestal de leur propre renommée.

Ancien de la guerre d'Espagne, le « Père Bugeaud » sait affronter la guérilla menée contre lui. Il crée des unités indigènes prestigieuses – spahis, zouaves, goums – fidèles à leur encadrement franco-algérien et appliquant avec efficacité sur le terrain la même tactique que l'adversaire. De fait, à partir du moment où, en 1842, avec le titre de maréchal, il devient gouverneur général de l'Algérie, Bugeaud renverse la situation : alors que ses troupes étaient harcelées, ce sont elles qui, maintenant, harcèlent l'émir ; elles le coupent de ses bases grâce en particulier aux combattants indigènes. Le chef arabe est obligé de se replier vers les hauts plateaux où sa capitale mobile de près de trente mille personnes, la *Smala*, devient vulnérable : dès 1843, elle est prise par le duc d'Aumale.

Mais le maréchal Bugeaud, notre premier grand « colonial », ne se cantonne pas à la tactique militaire. *Il instaure un mode de gouvernement indirect grâce à la désignation de chefs indigènes* avec lesquels le commandement français maintient la liaison par des « bureaux arabes ». La création du corps prestigieux des officiers des affaires indigènes en découlera.

L'émir, traqué, recourt plus que jamais à une violence extrême (combat de Sidi-Brahim en 1845) à laquelle Bugeaud réplique dans les *douars*, mais avec une certaine mesure, par ses célèbres « enfumades ». L'appui du Maroc, vaincu à la bataille de l'Isly en 1844, finit par manquer à l'émir. En 1847, il est obligé de quitter l'État chérifien et fait sa reddition sur la frontière au général de Lamoricière. Il aura fallu dix-sept ans pour obtenir un début de pacification de l'Algérie !

Bugeaud venant d'être remercié par le médiocre Louis-Philippe, les conditions de la reddition ne sont pas respectées par les Français. En particulier, l'émir, qui devait être dirigé avec sa famille sur Alexandrie, vogue finalement vers Toulon où il entame une captivité qui, de Pau à Amboise, durera cinq ans.

L'étonnant est qu'Abd el-Kader n'en gardera nulle rancune à la France, au contraire. La Monarchie de juillet puis la République assurent, il est vrai, au captif et à sa famille une « cage dorée » dans laquelle il peut recevoir dignement. L'émir ne s'en fait pas faute et, d'entretien en entretien, modifie dans l'opinion française son image de marque : d'ennemi dangereux, il devient victime. Le prince-président Louis-Napoléon Bonaparte envisage, dès 1849, de le libérer et organise au château de Saint-Cloud une réunion à laquelle participe le maréchal Bugeaud. La décision, sans cesse remise, n'est finalement notifiée que le 16 octobre 1852 par le futur Napoléon III qui vient annoncer en personne sa mise en liberté à l'émir. Ce dernier lui saura gré de cette attention et sera, dès lors, un admirateur fervent de l'empereur. Après avoir prêté serment qu'il ne reviendrait plus en Algérie, Abd el-Kader part en exil avec sa suite pour le Proche-Orient où il s'installe à Damas.

En 1860, l'Histoire vient l'y rejoindre. En effet, des fanatiques sunnites descendus du mont Liban s'attaquent alors aux quartiers chrétiens de la capitale syrienne, faisant plus de trois mille morts. Fort de son prestige et de ses appuis – notamment dans l'ordre soufi de la Kadiriya – l'émir s'interpose au péril de sa vie pour protéger les Maronites et autres chrétiens orientaux qui, dans le quartier de Salhieh, se sont mis sous sa protection. Dix mille périront encore mais douze mille, grâce à lui seul, trouveront la vie sauve.

Devant cette action courageuse dont le retentissement est mondial, Napoléon III, au nom de la France, protectrice des Chrétiens d'Orient, décerne à son ami le cordon de Grand-Croix dans la Légion d'honneur. En 1869, portant cet insigne, Abd el-Kader assistera, aux côtés de l'impératrice Eugénie, à l'inauguration du canal de Suez. Fidèle à sa parole de ne pas revenir dans sa patrie, le vieux chef algérien s'éteindra à Damas

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

être toléré. *Une ligne de défense tenue par une coalition doit donc être créée tout autour du môle afghan face aux trois « démons » de l'extrémisme religieux, du terrorisme et du trafic de narcotiques avivés par la guerre civile.* Ce trafic, par l'immensité de ses revenus financiers, a pourri l'Afghanistan, jusqu'aux Talibans. Mais il a pourri aussi l'Asie centrale et il faudra lutter là, au nord et à l'est du pays afghan³, pour ne pas permettre au cancer de la drogue de nous ronger, de nous envahir de proche en proche jusqu'en Europe.

Bien sûr, cette ligne de défense ne ressemblerait en aucune façon au *limes* romain ou à la *tcherta*, cette succession de fortins qui défendait la Russie des dangers de la steppe. La nouvelle « zone de défense » permettrait une lutte multiforme à la fois culturelle, religieuse et sociale contre l'extrémisme ; douanière et policière contre les trafics ; militaire, religieuse et policière contre le terrorisme. Elle serait étalée sur tout le territoire des régions limitrophes de l'Afghanistan. En outre, *la défense serait menée, avec ou sans l'accord de Kaboul, dans toute la profondeur du pays afghan par la destruction systématique des récoltes de pavot et des laboratoires d'héroïne.* C'est une question de légitime défense de la part de pays intimement menacés dans leur population, « leur substance » : la Russie qui perd chaque année par overdose plus de trente mille citoyens, l'Union européenne qui dépasse largement cet effectif si l'on tient compte des décès indirectement liés à l'usage de drogues (sida, accidents de la route, crimes, etc.), et même la Chine dont la progression est fulgurante en ce domaine. Notons que l'Iran, deuxième consommateur mondial d'héroïne, serait tout indiqué pour participer à ce combat : ses excellentes relations avec la Chine et la Russie le lui permettraient en tout cas.

L'Asie centrale vaut aussi d'être défendue pour son *avenir*

économique et la *valeur stratégique de certaines de ses productions* dont l'Occident est un acheteur primordial. Le FMI, dans son rapport « Économie mondiale en 2012 », annonce une croissance importante des cinq pays centre-asiatiques en 2012-2013, de l'ordre de 6 % par exemple pour le Kazakhstan. Par ailleurs, peut-on laisser à son sort, alors que notre soif d'énergie est si grande, une région qui – Xinjiang et Azerbaïdjan compris – possède bien plus de 10 % des réserves mondiales prouvées d'uranium et de gaz⁴, qui, bientôt, mettra sur le marché chaque année plus de 150 millions de tonnes de pétrole, 150 milliards de m³ de gaz ? Le Kazakhstan et le Xinjiang produisent, en outre, métaux et terres rares parmi les plus recherchés.

Il convient d'ajouter qu'après sa triste équipée afghane on voit mal l'Otan réintégrer tranquillement ses casernes européennes. C'est tout simplement une question de *dignité* : en Europe on a fini par l'oublier, mais en Asie continentale, de nos jours encore, « mieux vaut mourir que perdre la face ».

Même si ce sont des policiers, des coopérants et des douaniers qui, pour un tout autre combat, prendront la place de nombre de soldats otaniens, il restera beau-coup de travail pour les militaires spécialistes du renseignement, de l'observation spatiale, des transmissions, de l'utilisation des drones et missiles, des opérations hélicoptères, voire des épandages, etc.⁵ Ces spécialistes – notamment ceux des forces spéciales – seraient installés en Asie centrale sur des bases qui souvent demeurent disponibles : Aïni au Tadjikistan, Karchi-Khanabad en Ouzbékistan, Batken au Kirghizstan, Mari au Turkménistan, etc.

Ils y épauleraient Russes, Chinois et Centre-asiatiques dans la lutte à mener face aux menaces afghanes. En bref, l'élite des forces de l'Otan ou des armées des pays les plus impliqués en

Asie centrale devra prêter main-forte à l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC) ou, mieux, à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dans leur effort pour défendre la zone. L'OTSC est d'autant plus demanderesse de ce soutien⁶ que, quasiment réduite aux forces russes, engagées par ailleurs au Caucase, elle n'est pas en mesure d'assurer à elle seule ni une suppression de la culture de l'opium en Afghanistan, ni une défense multiforme de l'Asie centrale.

Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, il s'agira d'oublier, enfin, nos petites rivalités pour nous focaliser sur l'essentiel : la menace qui pèse non seulement sur l'équilibre de notre jeunesse, de notre société mais aussi à terme, par la corruption, sur nos administrations, nos élites. Le spectacle de certaines métropoles européennes et de nos banlieues révèle que nous sommes déjà atteints par le problème.

Comment annihiler la menace de la drogue et celles, connexes, de l'extrémisme religieux et du terrorisme ? En mettant en commun, au sein d'une *coalition anti-drogue*, les renseignements dont nous disposons, en coordonnant nos actions de prévention et de répression et, surtout, en encourageant un rapprochement entre les pays d'Asie centrale. *Signalons le rôle important qui pour-rait être dévolu sur ce plan à la Turquie* : les racines historiques du Turkestan, pays des Turks et d'une dizaine de langues turques, l'islam moderne de la République turque, enfin la forte présence économique et culturelle sur place de ce pays successeur de l'Empire ottoman en font comme un rempart naturel face à la subversion.

Au fil de ce combat à long terme, plus sociétal et religieux que militaire, fait de multiples rapprochements entre pays et cultures, il y aura bien du chemin à parcourir ! L'Europe, notamment celle de l'Est, devra, par exemple, surmonter une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Bibliographie

Articles de l'auteur reproduits dans ce livre :

- « Le djihad du président Bush », *Le Figaro*, 14/11/2001.
- « Asie centrale, Le Très Grand Jeu », revue *Défense nationale*, mars 2002.
- « Branle-bas en Asie centrale », revue *Défense nationale*, mars 2004.
- « La galère afghane », revue *Défense nationale*, mai 2007.
- « Pour un redéploiement de l'Otan en Asie Centrale », revue *Défense nationale*, décembre 2009.
- « Kaboul, un autre Diên Biên Phu », 2008, paru sur le blog secret/défense *Marianne*, janvier 2012.
- « À propos d'Afghanistan, guerre lointaine ? de Philippe Conte », revue *Défense nationale*, juin 2012.

Autres articles ou notes publiés par l'auteur sur l'Afghanistan et l'Asie centrale depuis 2003

- « Étincelle irakienne et déflagration en Asie Centrale », *Les cahiers de Mars*, 2^e trim. 2003.
- « La poudrière et les allumettes », revue *Défense nationale*, avril et mai 2005.
- « Le nœud caspien », revue *Défense nationale*, juin 2005.
- « L'avenir de l'Asie centrale », revue *Défense nationale*, janvier 2009.

- « Une bouteille à la mer », revue *Défense nationale*, janvier 2009.
- « Europe-Afghanistan, guerre à la drogue », revue *Défense nationale*, août-sept. 2009, sous le pseudonyme de René Edelmann.
- « Des accords énergétiques », revue *Défense nationale*, chronique Asie centrale, mars 2010.
- « L'anomalie kyrgyzze », revue *Défense nationale*, chronique Asie centrale, octobre 2010.
- « Afghanistanisation de l'Asie centrale », revue *Défense nationale*, chronique Asie centrale, octobre 2010.
- « Asie centrale, jouet des grandes puissances », note de l'IRIS, décembre 2010.
- « La Russie et le chaudron centre-asiatique », entretien avec la revue *Diplomatie*, nov.-déc. 2010.
- « Kirgystan : ne pas tuer la poule aux œufs d'or ! », note de l'IRIS, février 2011.
- « À la croisée des chemins », revue *Défense nationale*, chronique Asie centrale, octobre 2011.
- « Élections présidentielles kirghizes : une bouffée d'espoir, IRIS analyse du jour, 4/11/2011.
- « Le réseau de distribution nord sur la sellette », IRIS analyse du jour, 27/12/2011.
- « Kazakhstan : qui est derrière Janaozen ? », IRIS, observatoire stratégique et économique de l'espace post-soviétique, note écrite avec David Gauzère, 6/1/2012.
- « Ouzbékistan, le Ferghana », note de l'IRIS, janvier 2012.
- « Karakalpakistan, république gazière ? » note de l'IRIS, janvier 2012.

- « Afghanistan, danger de mort », revue *Défense nationale*, janvier, février et mars 2012.
- « L'Otan, une armée encerclée ? » IRIS, analyse du jour, 8/3/2012.
- « La drogue est-elle une arme de guerre ? » Entretien avec la revue *Diplomatie*, février et mars 2012.
- « Afghanisation ? », revue *Défense nationale*, chronique Asie centrale, mai 2012.

Table des matières

PROLOGUE

CHAPITRE 1 – LE DJIHAD DU PRÉSIDENT BUSH

CHAPITRE 2 – ASIE CENTRALE : LE TRÈS GRAND JEU

CHAPITRE 3 – LES SEPT PILIERS DE LA SOTTISE

CHAPITRE 4 – LA GALÈRE AFGHANE

CHAPITRE 5 – LE TALIBAN ET LES EXTRA-TERRESTRES

CHAPITRE 6 – « CES POUILLEUX DE TALIBANS... »

CHAPITRE 7 – ET MAINTENANT, QUE FAIRE EN ASIE CENTRALE ?

CONCLUSION

IN FINE

ARTICLE DE PRESSE « JIHAD DU PRÉSIDENT BUSH »

BIBLIOGRAPHIE